

LA RÉDUCTION OPÉRATOIRE DES MÉDIATIONS DU SAVOIR

Gilles Gagné

1. L'éducation en tant que telle
 2. L'éducation moderne
 - A) La médiation individuelle
 - B) La médiation «disciplinaire»
 - C) La médiation institutionnelle
 3. Les prolongements de l'éducation moderne
 4. Les contradictions de ces prolongements contemporains
 - A) La professionnalisation
 - B) L'analytique des savoirs et la privatisation des connaissances
 5. La nature des contradictions de la société du savoir
-

On souligne à juste titre que les universités sont engagées, sous la gouverne de visionnaires néolibéraux, sur la pente raide d'une fonctionnalisation économique directe qui porte atteinte à leur utilité sociétale de plus longue portée. On voit pour preuve de cette tendance le fait, parmi d'autres, que les administrations se dépensent à inventer par centaines des formations professionnelles commandées selon elles par l'entreprise et par la compétition globale. Bien que ce soit là une manière de mettre sans ambages le doigt sur le bobo, je voudrais montrer ici que ce phénomène pourrait tout aussi bien être désigné par l'autre bout et soutenir que le problème n'est plus que les gestionnaires universitaires font trop de formation professionnelle mais bien qu'ils s'acharnent déjà à ne plus en faire. L'exposé rapide des assises historiques de cette proposition de même que les efforts d'explication sociologique où elle nous entraîne visent à étayer la ligne de résistance qui faut opposer à ce genre de menées et, à terme, à repenser la nature de cette résistance. Car il faut avoir une idée claire des dommages que les adversaires ont déjà infligés à ce que l'on défend pour bien choisir le point à partir d'où on ne cèdera plus rien. Et il faut surtout espérer que la vertu des Finnois, le *sisu*, pourra être apprise à temps.

1. L'éducation en tant que telle

Tout le monde sourit à l'évocation de l'histoire du pharaon Psammethichus (600 avant JC) qui, dans le cadre de sa rivalité avec les ancêtres des Turcs, selon Hérodote, voulut savoir quelle était la langue primordiale dont étaient venues toutes les autres. Il fit élever un couple d'enfants par un berger muet et quand ils échangèrent leurs premiers

vagissements, le pharaon dut admettre que cela ressemblait à du phrygien. Jacques V d'Écosse refit la même expérience mais trouva plutôt que la langue des origines était l'hébreu.

Il n'est pas anormal que les rois philosophes tirent parfois de l'arrière sur le savoir de leur temps. Nous aurions envie de dire que nous savons bien, aujourd'hui, que ces enquêtes étaient sans objet, mais ce serait oublier qu'elles étaient déjà considérées telles en leur temps, sans doute en commençant par Hérodote lui-même. La réalité de l'éducation est que le contenu de notre humanité se trouve hors de nous, comme quelque chose qui s'est accumulée dans la vie sociale, un contenu que tout être humain doit conquérir pour son compte et faire sien dans le procès de sa propre «humanisation». Même la socialisation la plus primaire, celle qui se fait dans l'intimité initiale avec la mère, par exemple, n'a que peu de contenus qui soient «primordiaux», au sens du pharaon, ou universels, au sens de la science. Mais si notre universelle parenté humaine, elle, ne fait aucun doute, c'est que la «nature» humaine se réalise dans une pluralité de contenus contingents, objectivés dans les pratiques d'une société, d'une culture et d'une civilisation. Cette objectivation, qui inscrit l'arrivée du petit d'homme dans le monde sous le signe d'une certaine «aliénation», n'a cependant nullement le caractère d'une réification irréversible; et la conquête par les «nouveaux venus» des contenus de l'humanité particulière qui les a précédés et engendrés est au principe de leur accès à la liberté en même temps qu'elle signe le retour à la «vie» des sédimentations de la culture.

Même les gens mal éduqués sont éduqués; c'est là un constat qui indique depuis longtemps que cette aventure initiale n'est pas sans péril.

Dans le monde moderne, cette antique découverte de l'éducation s'est prolongée vers des réalités d'ordre second, que nous appelons maintenant l'éducation «secondaire» et «supérieure», et les pratiques pédagogiques, même les plus communes, ont été systématisées à partir de ce second niveau. Condorcet disait que la République devait affronter l'obligation où elle est d'élever ses citoyens au niveau atteint par l'esprit du temps, mais sans les enfermer dans des doctrines passagères, unilatérales ou autrement dangereuses. En bon moderne, il soutenait que le moyen d'y arriver était de placer l'éducation secondaire sous la garde des savoirs avérés. Cette autonomisation d'une école gouvernée par la connaissance, disait-il, est évidemment destinée à engendrer des citoyens difficiles à gouverner, un heureux résultat pour qui soutiendrait comme lui c'est là le seul type de citoyen qui soit en mesure de garder la République en retour.

2. L'éducation moderne

A) La médiation individuelle

Au-delà de ce qui est commun à tous les membres d'une communauté dans l'éducation, tout être humain vivant dans une société moderne dispose en effet de certaines connaissances qui sont ainsi organisées entre elles qu'il peut les parcourir, les explorer, les tester et les étendre. Les règles de l'orthographe du latin, les habitudes de vie du castor, la composition des couleurs, les conditions de croissance du maïs, les

croisements de l'âne et du cheval, le bon usage du morfil, les conséquences de la variole, les facteurs associés aux imperfections de la fonte, les interférences des sous-routines, l'étiologie d'une phobie, la distribution des paires de nombres premiers, les dépenses de la classe moyenne au titre des communications, la taille de la vigne ou les causes de la méthylation d'un gène sont autant de petits sites d'organisations de connaissances, autrement disparates, qui appartiennent de proche en proche à des territoires plus grands dont l'expérience historique a consolidé les frontières en les réservant à des spécialistes.

Ces «savoirs», que leurs structures raisonnées disposent à l'intériorisation par les individus, s'élèvent en eux à la vie subjective et la connaissance devient, à ce titre, «constitutive» du sujet qui la prend sur lui, et cela alors même que ses contenus se présentent toujours d'abord hors de lui, comme ce qui doit être conquis par lui. Quiconque apprend les ressorts d'expressivité liés à la manipulation agile d'un médium et qui récapitule les jugements de goût objectivés dans l'art qui en résulte, qui se rend maître des tours de mains et des schèmes conceptuels d'un métier qui ont été découverts et accumulés sur des siècles, qui reformate les schèmes naturels de l'œil et de la main par le moyen des distinctions et des visions d'une discipline scientifique, fait sien les accomplissements d'une humanité telle qu'elle s'est déployée dans le cadre d'une civilisation et il contribue ce faisant à donner à la nature humaine particulière dont il relève un style déterminé, le sien propre. Cette humanité qui était d'abord hors de lui, objectivée dans des pratiques de la société, prend vie à nouveau frais en tant que réalité subjective et réduit ce qui «sépare» l'individu des autres et du monde tout en trouvant pourtant en lui une expression inédite, qui le distingue. Comprise en tant que savoir subjectif, bref, la connaissance est toujours singulière, elle est toujours une nouvelle synthèse d'accents, d'inflexions, de sélections et de pondérations contingentes. Et l'ensemble de ces synthèses forment l'objectivité sociale d'un art, d'un métier ou d'une science, qui sont autant de moments d'un état historique de la connaissance. L'éducation moderne, qui repose comme toute autre éducation sur l'objectivation d'une humanité historique dans ses œuvres et dans ses capacités, persiste donc à faire de l'individu la médiation fondamentale de la reproduction et de l'accroissement de cette humanité, alors même qu'elle s'engage sur la voie de la différenciation fonctionnelle de ces savoirs dans la société.

De la même manière, pourrions-nous dire à titre d'illustration, si les abeilles existent encore en tant qu'espèces, elles qui dans chaque ruche fonctionnent pourtant comme des machines biologiques, insensibles en tant que telles, c'est qu'il arrive régulièrement que des illuminées reviennent à la ruche porteuses d'une nouvelle incroyable, formée dans le champ unique de leur vision propre, et qu'elles réussissent à réaligner toute la machinerie «sociale» sur la base de leur seule «découverte». A en juger par l'art contemporain, où le «reset» de la matrice est présenté comme faisant lui-même partie de la programmation machinique, il est clair que nous craignons maintenant que la médiation individuelle ne devienne un jour totalement insignifiante, et cela alors qu'elle qui est apparemment chez l'homme beaucoup plus fondamentale (l'amplitude de la combinatoire génétique), plus riche (le langage) et plus robuste (l'individualisme).

Mais laissons cela, l'idée est suffisamment désignée.

Parmi toutes les médiations de la pratique où s'inscrit l'éducation moderne, il s'en trouve encore au moins deux autres qui lui furent associées de près et qui ne sont pas moins nécessaires que la créativité pour ce qui est de comprendre ce que nous sommes devenus. Nous les avons déjà évoquées en arrière fond en mettant en surbrillance la distribution des savoirs entre les «membres» de la société et nous devons maintenant faire l'inverse et faire foyer sur chacune d'elles à tour de rôle en repoussant les autres dans l'ombre.

B) La médiation «disciplinaire»

D'abord, il est clair qu'il n'y aurait pas de possibilité de faire «sien» quoi que ce soit, et encore moins une forme de l'humanité historique déposée dans une infinité de sédimentations disparates, si les connaissances qu'impliquent la vie collective et qui la supportent n'étaient pas globalement organisées d'une manière intelligible, c'est-à-dire conformément à la structure des pratiques où elles se reproduisent. Toute forme sociale et historique finit en effet par être représentée comme l'accomplissement d'une communauté («imaginée») particulière. Dans le monde moderne encore une fois, cette représentation se joue en premier lieu dans les différents langages qui disent et qui montrent ce que «sont» les membres de cette communauté «politique», une représentation qui consolide la communauté dans son reflet et y exprime esthétiquement son mode d'être et sa vision du monde. Cette communauté implique ensuite le partage d'une pluralité de travaux pratiques, fonctionnellement intégrés dans une vie collective traditionnellement «autarcique», leur assomption particulière sur une base identitaire et, pour cela, la formation de sous-groupes «normatifs» de la société qui ont chacun en partage un destin, une tâche, un droit d'agir et une responsabilité. Ces sous-groupes ont pris dans les derniers siècles une forme dont aujourd'hui nul n'est quitte, celle de métiers et de professions qui ont, comme dit la langue anglaise, un caractère «vocationnel». Et elle exige finalement la liquidation du caractère contingent de toutes ces multiples divisions sociales dans une théorie du monde où les fils principaux des savoirs viennent se tresser dans une légalité commune supérieure où ils croient trouver le fondement de leur nécessité.

Quel que soit dans chaque cas le type d'unité des domaines de la pratique sociale qui appartiennent à ces trois modalités de la connaissance (le matériau d'un art, les contingences de la division sociale du travail, les différents modes de construction de l'objectivité scientifique par la raison), c'est seulement dans l'assomption identitaire qui vient avec l'appartenance des individus aux sous-groupes de la société formés autour des savoirs que l'unité interne de ces savoirs, et leur autonomie, prend forme aux yeux de tous. Pour prendre le cas du «travail» et du métier, le journaliste, le comptable, le médecin, l'informaticienne, l'ébéniste, l'avocate, l'infirmière, la dessinatrice, le pilote, le cuisinier, l'éditeur et la couturière, tous ceux qui font des choses qu'il faut longuement apprendre et dont l'expérience historique a fixé la place et la figure dans la représentation collective, ont besoin de cette référence identitaire pour juger avec autorité de ce qu'il leur appartient de juger pour le bénéfice de tous et pour légitimer, contre la contrainte à

l'obéissance servile, le savoir autour duquel ils ont rassemblé leur personne et leur subjectivité (quitte à donner ainsi une portée esthétique aux «différences» qui sont propres à leur «interprétation», comme on dit en musique). Tout métier et toute profession qui appartiennent à l'histoire de la pratique sociale et qu'il faut reconquérir à titre personnel pour s'en rendre maître fournit une règle à la fédération des connaissances qui les rendent reconnaissables collectivement et ils favorisent en même temps l'autonomie de ceux qui leur appartiennent du fait de les avoir fait leur. Car tous les «métiers» (à défaut d'un meilleur terme général) inventés par la pratique ont chacun en partage un certain «bien», et ceux qui les exercent sont personnellement responsables, selon les cas, de ce qui est droit, solide, efficace, délicieux, juste, utile, confortable, économique, bon, durable, robuste, profitable, respectueux, équitable, harmonieux, équilibré, élégant, clair, intéressant, logique, hygiénique, respectable ou bien boulonné, exactement comme les plombiers veillent sur ce qui est bien étanche et les luthiers sur ce qui sonne bien. Et nous pouvons dire la même chose pour les arts, qui ont en partage le beau, et pour les sciences, qui disputent du vrai.

Dans le cas particuliers des arts et des sciences, la médiation des disciplines reste une médiation nécessaire même si la modification des frontières et des découpages de ces disciplines fait partie du procès de leur entretien (l'autoréférence), même si la société de marché a fait de ceux qui s'identifient à elles des «travailleurs» qui pratiquent un «métier» comme les autres, même si le marché a ramené leurs diverses prestations vers une catégorie de la normativité qui absorbe tout, celle des «biens», et même si ce marché «tend» aujourd'hui à faire disparaître dans cette indistinction le caractère normatif de toute finalité. (Rabattre toute chose dans une catégorie unique, en effet, c'est perdre les différences et, à terme, les choses elles-mêmes.) A ce niveau de notre analyse, cependant, nous ne nous occupons pas encore du fait que le beau des artistes, le bien des artisans et le vrai des scientifiques aient été finalement réunis par le monde moderne dans la seule catégorie des biens économiques alors que c'était justement son apanage que d'avoir institutionnaliser les distinctions entre ces trois visées.

Ce qui nous occupe, par contre, c'est la nécessité de cette médiation collective, à caractère identitaire, pour ce qui est de la stabilisation des domaines du savoir et pour ce qui est de leur aptitude à être assumés subjectivement d'une manière souple et, par définition, toujours créative. Sans que tous les savoirs ne soient possédés par tous, beaucoup s'en faut, ils se rendent ainsi visibles et compréhensibles les uns aux autres et, par ce tour «symbolique», s'annoncent les uns aux autres comme le partage d'un monde commun. Quel que soit le degré d'abstraction de «l'idée» de la solidarité censée surmonter les différenciations de la pratique, chaque «professionnel» trouve dans sa fonction, dans la maîtrise de ses conditions d'exercice et dans le bien dont il est reconnu le berger la base de sa participation à l'ensemble.

Encore ici, cette récapitulation rapide comporte en creux la nécessité d'une médiation supplémentaire et c'est sur ce troisième niveau de la nature moderne du savoir qu'il me faut maintenant ajuster les lentilles du récit intempestif par où j'ai choisi de passer pour arriver bientôt à mon idée.

C) La médiation institutionnelle

Le troisième intermédiaire réel nécessaire à cette «distribution» généralisée des savoirs sur les membres des sociétés modernes est l'institutionnalisation des protections accordées à la connaissance et à ses découpages. Cette institutionnalisation a été réinventée en commençant par en haut avec la formation de l'Université à la fin du Moyen-âge, alors que se développait la «ceinture urbaine» européenne, qui fut le site de la propriété mobilière et de la bourgeoisie. Le dépassement progressif de l'autarcie économique du domaine foncier par l'échange marchand va alors multiplier les démiurges (demos et ergon, travailleur au service de tous, artisan), un processus qui va littéralement exploser à mesure que les seigneurs perdront en grand nombre la faculté d'entretenir à leur table et à leur service exclusif l'orfèvre, le forgeron, le tisserand, le clerc ou l'apothicaire, toutes catégories de travailleurs que l'échange marchand mettra alors en position de vivre en proposant désormais à tous le fruit de leur «industrie» : leurs biens. N'œuvrant ni sous le commandement d'autrui (travail servile), ni en vue de l'autarcie domestique directe, ces travailleurs libres vont prendre rapidement l'habitude de se réunir, aussi bien en vue de leur protection réciproque qu'au bénéfice de la formation des apprentis. Et même si leurs associations n'obtiendront de monopoles épisodiques sur leur pratique qu'au fil de rapports de force compliqués, elles exigeront régulièrement le droit de définir les standards et de coopter leurs membres. Hegel encore fera de ces corporations une instance décisive de la société moderne, elles qui élèvent la solidarité communautaire dans l'espace atomisée de la société civile et qui en font une médiation entre les individus et la société politique.

Formés dans le vortex de ce déploiement urbain, la corporation universitaire correspond à une semblable institutionnalisation des domaines du «savoir public» que développent les maîtres du texte et du nombre, les clercs. A cause de l'expansion de l'échange marchand et du développement concomitant de pouvoirs territoriaux voués à restaurer l'ordre public en sa faveur (et, bientôt, à s'y appuyer fiscalement), la fixation et «l'accumulation» livresque de la connaissance deviennent alors une question du plus haut intérêt public et, dans un système politique extrêmement instable où Rome, l'Empire, les princes territoriaux et les villes se disputent les moyens du pouvoir, la protection accordée aux universités par les uns a toujours pour effet d'empêcher les autres de monopoliser les savoirs et les discours de légitimation dont elles entretiennent et abritent les conditions. Cette autonomie «interstitielle» qui est d'abord celle des corporations universitaires devient bientôt celle de «l'Université» dans son ensemble alors que tous les privilèges de leurs membres en viennent à se rencontrer dans un «droit» central qu'aucune charte ultérieure ne pourra omettre, le *ius ubique docendi*, c'est-à-dire le droit pour le maître issu d'une université d'enseigner dans toutes les autres. Il se crée ainsi un réseau d'émulation et de coopération, unitaire dans son idée et passablement robuste politiquement, qui servira en retour d'abri pour les corporations particulières (et pour les domaines de connaissance) qui en sont la substance. La corporation universitaire devient ainsi la condition de reproduction d'une des formes sociétales les plus typiques du monde moderne, l'autonomie professionnelle dirait-on aujourd'hui; et c'est au plus haut niveau idéologique du «service public» qu'elle fournit l'exemple de démiurges du savoir qui

annoncent, à titre de maîtres de la santé (faculté de médecine), du juste (faculté de droit), du salut (faculté de théologie) et des arts et des sciences (faculté des arts libéraux) la différenciation fonctionnelle des sociétés modernes et qui réinventent pour cela la base identitaire de la participation à la société.

Ajoutons ici, en forme d'allusion à une question de très grande portée, que la mosaïque universitaire devient ainsi l'un des lieux de la reproduction de l'antique unité de l'Europe, une unité qu'elle réfléchit et élargit dans les formes civilisationnelles de l'Occident. C'est la médiation par le savoir de leur articulation pratique aux sociétés européennes qui allait faire des universités une instance du raffinement des idéologies régulatrices «universalistes» des modernes.

3. Les prolongements de l'éducation moderne

Où en sommes-nous avec cette idée universitaire?

Après un siècle de démocratisation scolaire et de généralisation du rôle des savoirs délibérés dans le fonctionnement de la vie sociale, nous sommes mieux en mesure d'apprécier le caractère décisif du type «d'autonomie professionnelle» dont l'université a fixé les formes et dont elle a permis le déploiement dans tous les secteurs de la pratique en fournissant des modèles. Cela s'est fait par un double mouvement d'accroissement de l'Université : d'un côté, en effet, elle refoulait (à titre préparatoire) les disciplines fondamentales de la faculté des arts et des sciences vers les écoles «secondaires» où elles sont devenues l'essentiel des matières proposées à tous (la grammaire, l'expression orale, les mathématiques, la musique, les sciences de la nature), alors que de l'autre côté elle multipliait les enseignements professionnels aux niveaux supérieurs de l'Université en les fondant sur le raffinement des arts libéraux.

Tant et si bien que l'autonomie du jugement qui a son assise dans un savoir légitime est, plus que jamais croirait-on, au fondement de la société contemporaine. Sans la vocation où il s'est projetée, sans ce qu'il a intériorisé de par son serment, sans son intégration identitaire au sous-groupe social dont il relève quant à la définition des standards, sans la formation qu'il a «reçue» et qu'il «s'est donnée», sans le savoir légitime dont il se sent assuré, sans la capacité de juger qu'il a développé au fil de son parcours d'apprenti et sans son souci pour la «communauté» qu'il croit servir, le «spécialiste» ne serait que rarement en mesure de viser le «bien» censé le définir et encore plus rarement en mesure de résister aux intérêts économiques immédiats qui ont en main, peu ou prou, les conditions de son office.

Le déclin d'une telle autonomie du jugement voudrait dire, en clair, que les ponts nous tomberaient sur la tête beaucoup plus souvent qu'ils ne le font, et peut-être le ciel lui aussi si les prêtres, en bons professionnels qu'ils sont, ne se retenaient pas de promettre à tout propos des catastrophes (comme on le voit dans les nouvelles sectes) pour retenir leurs fidèles. Cela voudrait dire qu'il faudrait derrière tout professeur un second professeur pour vérifier que le premier n'abuse pas de la jeunesse, ceci dit en supposant

qu'il serait possible de faire l'économie de la référence professionnelle et de l'assomption subjective d'un bien pour assurer, comme le dit notre recteur, le «contrôle de la qualité» de *l'activité* de surveillance elle-même. C'est là un problème très concret (l'alternative entre la fuite en avant et la régression interne en abîme) qu'un gouvernement de la CAQ devra peut-être affronter. Cela voudrait dire qu'il faudrait des caméras dans les cabinets de tous nos médecins, d'autres fixées au casque des réparateurs d'ascenseur, et d'autres encore aux dessus de ceux qui nous nourrissent ou qui élèvent nos enfants à 7\$, le tout sans doute relié à quelque «911» de l'éthique par des logiciels capables de détecter maldonne. A ce propos justement, les éthiciens des conseils d'administration ne sont-ils pas trop en avance sur la réalité quand ils nous offrent de s'occuper de ce «911» et d'être les ultimes (et derniers) gardiens du bien?

Nous n'avons pas encore besoin de semblables surveillants de la norme des autres (qui s'identifieraient eux-mêmes à une norme universelle, celle du bon surveillant?) parce que nous sommes encore tous, au moins en principe ou au moins à l'occasion, les gardiens des «biens communs» par lesquels notre loyauté à nous-mêmes fait détour. Cependant, l'évocation qui précède des expédients de substitution qui se pointent sur les marchés ISO, loin d'être aussi fantaisiste qu'il ne le semble, illustre l'immense fragilité d'une civilisation qui continue d'accroître la distribution sociale des responsabilités et des savoirs alors même qu'ont commencé à se corrompre les institutions de cette différenciation fonctionnelle, les appartenances identitaires qu'elles rendaient possible et les assomptions normatives qui en découlaient. «Fragilité» et «corruption» ne servent pas dans ce constat à annoncer une variante ou l'autre de l'effondrement catastrophique «global», ce qui ne veut rien dire, mais à orienter le regard vers les fuites en avant qui sont encore à l'état de projets pilotes inconscients mais qui menacent d'être aussi «durables» que sera grande leur «indifférence» à ce qui nous rend la vie digne d'être vécue. Nous ne pouvons pas faire n'importe quoi, ni accepter tout ordre social quelconque qui aurait le mérite d'être un ordre, mais nous ne pouvons pas non plus choisir en toute rationalité les meilleurs chemins vers l'avenir, dont nous ne savons rien à force de l'abolir. Nous pouvons seulement persister dans ce qui a réussi jusqu'ici et trouver des moyens d'améliorer ce qui nous est familier. L'éducation, et l'Université qui l'ordonne, font partie de cela, de même que l'engagement individuel dans un éthos subjectif où l'on peut espérer se réaliser tout en cultivant un certain accord avec les conditions sociales objectives. Notre dépendance à l'égard de la différenciation des savoirs et à l'égard de leur autorégulation normative est trop fondamentale et trop solidement associée à notre conception de la liberté pour que l'indifférence organisationnelle à l'égard des institutions qui les abritent ne soit autre chose qu'une aventure irresponsable.

Nous ne pouvons pas, bref, faire l'économie de la protection institutionnelle accordée à l'autonomie des savoirs, ni embrouiller la consolidation disciplinaire ouverte qui leur donne la dimension d'un partage, ni contourner les synthèses subjectives originales qui les renouvellent.

Ce genre du jugement, cependant, ne fera pas disparaître comme par magie les tensions et les conflits sociaux où nous sommes maintenant engagés à ce sujet. Depuis que la nième révolution scientifique et technique s'est associée à la globalisation du capital pour éloigner de nous la révolution industrielle en l'exportant vers des périphéries, nous célébrons notre rôle au sommet de la division internationale du travail sous la topique de «société du savoir». Cette autocélibration à courte vue s'inscrit certes dans la montée et la démocratisation du savoir dans les sociétés développées du XXe siècle, mais en mobilisant (sur le mode quasi militaire) ce résultat dans la compétition «globale» pour la domination elle en compromet les possibilités de progrès social.

C'est dans cette tension qu'il nous faut maintenant situer la question de l'Université et, plus largement, celle de l'éducation supérieure en examinant comment les développements récents qui ont fait la prospérité de cette dernière menacent maintenant de la compromettre. Le fait que ce sont exactement les pratiques comptables qui ont fait d'Enron un modèle qui ont aussi fait d'elle un fiasco peut servir ici d'illustration sommaire de ce genre de phénomène.

4. Les contradictions de ces prolongements contemporains

A) La professionnalisation

D'un côté, en effet, le XXe siècle technologique peut être vu comme la sortie progressive de la guerre industrielle sauvage menée contre les métiers «manuels» pendant plus d'un siècle, parfois avec des accents de guerre de religion et d'autres fois avec des lois de destruction massive. Avec les débuts de la révolution industrielle (~1775) et la montée au pouvoir du type de bourgeoisie qui allait avec elle, l'Occident s'était engagé dans une entreprise systématique, orientée contre l'autonomie des métiers, ayant pour résultat l'expropriation des savoirs qui leur étaient incorporés et la transformation de toute activité en exécution d'opérations vides régulées par la volonté d'autrui ou scandées par la machine elle-même. Basée sur l'efficacité d'une déshumanisation de l'activité sociale qui isolait en elle, comme on dit en chimie, la dimension «manuelle» pour procéder à son assujettissement technique direct, cette invention simultanée du travailleur sans qualification et du maître calculateur sans qualité était un tissu de contradictions et elle fut en conséquence une pépinière de conflits.

Or, c'est justement cette guerre industrielle séculaire, et l'idéal du travail servile sur lequel elle reposait, qui va s'ouvrir au début du XXe siècle sur de multiples contre-tendances, et cela juste au moment où l'on s'engageait dans la radicalisation «finale» de cet idéal. Cette radicalisation, qui déportera à d'autres niveaux les pratiques de la réduction opératoire de l'activité humaine, aura donc un caractère profondément contradictoire.

A mesure que s'élève l'échelle du procédé industriel grâce au taylorisme, en effet, et qu'il s'étend vers des biens toujours plus riches de déterminations en passant de la toile à l'avion, le procédé multiplie en son sein ce qu'il est justement voué à éliminer. Des emplois décisifs, basées sur l'habileté, l'expérience, la connaissance, le jugement et la

responsabilité personnelle, d'abord concentrées dans les appareils d'encadrement devenus gigantesques, font leur apparition à tous les nœuds processus et se révèlent de plus en plus impropres à la réduction. Ce mouvement contradictoire sera d'ailleurs démultiplié par le fait qu'en s'étendant à tous les biens, l'idéal industriel dut se frotter bientôt aux produits de courtes séries à haute profitabilité (la crème démaquillante de nuit associée à une crème de jour), des produits à «rente d'innovation» qui, fatalement assujettis à des compétitions féroces, multiplient à un niveau ou à l'autre les postes «qualifiés» nécessaires à leur mise en orbite.

Au plan social, les conséquences de cette première inversion, diversement thématiques sous les notions d'aristocratie ouvrière, de travail qualifié, de classes intermédiaires, de société technicienne ou de classe moyenne, se présentent globalement, du point de vue qui nous intéresse ici, comme un vaste mouvement de professionnalisation et de formation professionnelle où les universités ont joué un rôle de premier plan. Les universités américaines, parce qu'elles étaient assez riches pour se lancer dans des expériences risquées, et régulièrement sans issue, tout en continuant pourtant d'honorer les idéaux de leurs modèles européens, n'en ont pas moins standardisé au fil du siècle des floppées de nouvelles «professions» et elles sont elles-mêmes devenues un modèle universel sur cette base. Tant et si bien qu'un sociologue allemand a pu dire en 1980 que nous étions maintenant dans une société où la forme dominante du cycle vital individuel était celle de la «carrière», toute intégration à la vie sociale passant en conséquence par le système des études supérieures (ou «post-secondaires», selon l'idiome plus récent).

Cette tendance à la «démocratisation» du modèle de la carrière (c'est-à-dire de la poursuite tout au long de la vie d'un type d'activité basée sur une formation post-secondaire) se manifeste dans le côté utopique de la notion de société du savoir. Elle signifie en principe que la perspective de remplir sa fonction tout en jouissant d'une certaine mesure d'autonomie normative (et la perspective de participer à la vie politique selon le même modèle) s'est réalisée de plus en plus fréquemment à mesure que l'on avançait dans le siècle, et cela selon toutes les combinaisons de nuances possibles de ces mots. Parce qu'elle repose sur la mobilisation du savoir dans toutes les dimensions de la vie collective et, à plus forte raison de la vie économique, la société du savoir se présente ici comme la réalité en acte d'une utopie dont il suffirait de s'emparer, croirait-on, pour en faire le véhicule d'une véritable «société de participation». Pour les modernes, en effet, le savoir est le bien public par excellence, non seulement à cause de son caractère économique *non rival* (l'usage de la loi d'Ohm par l'un ne réduit en rien les services que l'autre peut en obtenir), mais surtout parce qu'il est pensé comme la condition universelle de l'émancipation individuelle : *ose savoir*. Dans un tel horizon culturel, le développement d'une société tout à la fois plus riche et basée sur la participation de tous à la connaissance se présente donc comme l'ultime bénédiction. L'élévation du niveau du *general intellect*, la distribution de ce bien public sur un ensemble de professions relevant du domaine public et placées sous la protection institutionnelle de l'université, la démocratisation par le financement public de l'accès à la formation post-secondaire, voilà les éléments du programme de la société du savoir, du moins tel qu'on le chante sur les tribunes de l'OCDE.

B) L'analytique des savoirs et la privatisation des connaissances

En somme, une société du savoir qui reformulerait à un niveau supérieure l'idéal des modernes? Pas si simple.

En réalité, et c'est là la source de la tension entre ce progrès social présumé et la restructuration organisationnelle de la domination, la passion industrielle pour le travail servile ne nous a jamais quittée; elle s'est simplement étendue au travail intellectuel, en lui faisant honneur d'abord, par auto-déférence, puis de manière du plus en plus virulente. La société du savoir réelle désigne cette fois un monde où l'intégration des domaines particuliers du savoir tend à passer du côté de machines organisationnelles qui combinent des travailleurs parcellaires de la connaissance et qui les tiennent, *volens nolens*, dans l'ignorance des rouages du dispositif cognitif d'ensemble où ils opèrent. Dans les mégas hôpitaux, les hyper-spécialistes de nos organes, qui sont pourtant les professionnels que nous formons le plus longuement et le plus soigneusement, dirigent la circulation des corps entre des machines et exécutent strictement les «procédures» qui sont la condition *sine qua non* de la limitation de leur responsabilité par des assurances standardisées. Phénoménologiquement, le savoir se présente ici comme «organisation». Entre la fin des années 1980 et 2008, Starbucks a ouvert 13000 magasins dans une quarantaine de pays en plus de concéder plusieurs centaines de franchises. Quiconque a consacré quelques années de sa vie pour mettre en marche une boutique de fleuriste sur la rue principale admirera cette moyenne de 2,5 cafés ouverts par jour ouvrable aux quatre coins de la terre (avec un sommet de 10 par jour en 2007), simplement en pensant à la quantité de contrats à traduire et de procès à intenter. Avec un portefeuille de 150 brevets et des anthropologues pour juger de la convenance, selon les cultures locales, des mots utilisés dans sa publicité, on aurait tout lieu de croire que nous avons affaire ici à une machine qui «sait» quelque chose : comment ouvrir un commerce. C'est pourtant là un tour de force dont il n'est pas certain qu'aucun de ses employés pourrait le réussir, exactement comme c'est le cas pour la machine technobureaucratique qui a trouvé le moyen d'aller sur la lune en coordonnant pourtant des gens qui perdaient leur route dans la circulation. La puissance de la «coopération» humaine est telle qu'il n'y aura plus bientôt de connaissances utiles pour les corporations de la technoscience que celles qu'elles peuvent assujettir à leur capacité de les organiser.

La division industrielle du travail, qui reposait sur la décomposition des métiers et sur la réorganisation des opérations ainsi «libérées», s'est prolongée au XXe siècle vers toutes les autres formes de la connaissance. Comme la ressaisie organisationnelle des savoirs exigent maintenant la dissolution des arts, des sciences et des formations professionnelles dont les universités et les collèges ont la garde, c'est à cette libération opératoire que les «modernisateurs» de ces institutions voudraient faire collaborer les professeurs. La «société du savoir», que nous avons accueillie plus haut comme généralisation de la médiation des savoirs pour ce qui est de la participation à la vie sociale, pourrait être vue tout aussi bien comme signant la fin des savoirs, compris comme condition de l'autonomie des «professionnels» et, partant, de tous ceux qui ont

explicitement en partage dans la société la fonction du jugement. Selon ce nouvel idéal «rampant», nous devrions tous être assez «compétents» pour produire différents Vioxx, mais inaptes à nous prononcer sur l'opportunité de les mettre en circulation. En remplaçant le jugement prudentiel *a priori* de ceux qui savent par la capacité financière de l'organisation à absorber et à neutraliser *a posteriori* les effets de ses opérations (et de ses crimes), nous ferions disparaître jusqu'à la notion même du crime et nous nous engagerions dans un monde où l'on peut tout faire et tout produire, à condition que cela n'entrave pas la reproduction de la capacité financière de le faire. Pour cette pure puissance, il n'y aurait plus qu'un seul crime possible, l'échec, et Enron serait condamnée par la marche des choses simplement pour avoir échoué à voler durablement l'épargne du grand nombre au profit de quelques-uns. Dans le domaine de la plus gigantesque technoscience que nous ayons, par exemple encore, celle du contrôle chimique des humeurs (un domaine que nous associons encore à la «santé»), le «jugement» a déjà pris la forme d'une simple comparaison du coût des risques avec la grandeur des profits; même si nous sommes encore à l'étape où l'université doit servir de couverture à cette entreprise (en prêtant aux multinationales des cliniciens pour tester les drogues sans qu'ils ne puissent en retour prendre connaissance de l'ensemble des résultats), cet hommage du vice à la vertu pourrait s'user assez rapidement et laisser place au triomphe unilatéral des vertus de la puissance.

Encore ici, il faut éviter de conclure, simplement sur la base du caractère fantaisiste de cette visée de reconstitution des savoirs par les organisations, au caractère irréel d'une telle possibilité. Car les innovations pédagogiques qui se réclament de cette parcellisation du travail cognitif sont déjà au banc d'essai. La négligence à l'égard de la formation de personnes complètes et concrètes par leur intégration à des groupes de référence fondés sur le savoir va dans ce sens. A chaque jour, cette idée moderne de la formation recule devant une analytique des compétences qui désorganise jusqu'à l'atome la structure des savoirs pour les rendre disponibles à un processus *just in time* de reconstitution commandé par les postes de la division du travail, des postes dont l'obsolescence est parfois plus rapide que l'activité combinatoire elle-même. Ce procès de reconstitution organisationnelle des éléments de l'agir humain peut être d'autant plus dynamique que la connaissance elle-même peut être fractionnée en une myriade de dispositifs productifs et transformée sous cette forme, avec l'aide de ce qu'il reste des pouvoirs publics, en autant de propriétés privées. Loin de demeuré, à titre de bien public, un arrière fond *social* gratuit et distribué entre les groupes de la société, le *general intellect* tombe sous le contrôle des capacités d'organiser qui refont, au profit du monopole et de la domination, les arrangements pragmatiques qui sont la condition de sa mise en œuvre.

Prenons, par exemple, cette seconde dimension du problème, celle qui touche à la nouvelle conception de la connaissance dont l'*innovation* est le drapeau. En recentrant l'Université sur la recherche, et la recherche sur la recherche d'innovations, nous sommes déjà allés très loin dans l'effort d'enlever aux savoirs le caractère organique qui les dispose à l'intériorisation. «Une» connaissance (au sens de : deux connaissances, trois connaissances, quatre connaissance, un million de connaissances...) est maintenant une petite boîte bien fermée qui porte un nom, un numéro et un prix et qui contient la

description d'un procédé menant à un résultat déterminé, lui-même susceptible d'être intégré au domaine opératoire d'une machine cognitive. Quatre-vingt pourcent des milliards de fonds de recherche que nos États consentent aux universités sont déjà assujettis à cet idéal de brevetabilité des connaissances, un idéal qui anticipe dans la forme même qu'ils donnent aux connaissances leur destination organisationnelle et leur intégration dans un système cognitif objectif, si l'on peut dire. Convaincus que les organisations planétaires qui labourent le Nord canadien, qui sillonnent les mers de pétrole, qui construisent des prisons dans le désert, qui pétrissent les esprits et qui offrent le café latte représentent la forme achevée de la vie de l'esprit et de son règne sur le monde, nos gouvernement veulent que les universitaires lancent des innovations à ces ogres afin qu'en retour ils prennent sur le *payroll* les travailleurs parcellaires qui vont avec. Cette entreprise de production directe de connaissances chosifiées et appropriables prétend faire l'économie de l'entretien des savoirs synthétiques et de la formation des personnes et elle se manifeste jusque dans les détails du vocabulaire, comme lorsqu'un recteur annonce qu'il veut produire des cerveaux mieux adaptés aux entreprises. Cette idée d'un «organe» destiné à s'ajuster au «corps» d'un organisme cognitif extérieur fait apparemment encore beaucoup d'honneurs à l'humanité alors qu'en fait l'essentiel ici est que cet organe est déjà séparé du sujet par cette vision, exactement comme jadis la «main d'œuvre» a été séparée du mécanicien qui croyait tenir la lime. Autre époque, autre organe, mais même effort de désorganiser au profit de l'organisation.

Et c'est exactement la même frénésie analytique qui sautille d'une innovation universitaire à l'autre. Voyez, par exemple, de quelle manière et avec quel enthousiasme nos directions ont relevé le défi de la compétition qui leur a été lancé par un idiot. Nous sommes ici à l'autre extrémité de l'université, dans la province d'un enseignement à bas coût unitaire destiné à des masses d'étudiants de baccalauréat et offert de préférence par des logiciels accompagnés par des opérateurs. Pour s'arracher entre elles les consommateurs d'une telle marchandise dans un contexte où la compétition par le prix est interdite alors que les revenus dépendent de la fréquentation, les universités se sont mises à promettre aux diplômés prospectifs des monopoles sur des créneaux d'emploi, une promesse susceptible de rendre tolérable bien des frustrations. Pour cela, elles produisent des programmes en quantités industrielles (les universités de conséquence en ont entre 300 et 500), elles divisent ces programmes en de multiples concentrations et elles multiplient finalement ce fatras grâce à un certain nombre de «mentions» (entrepreneurship, développement durable, international, etc.) qui peuvent être apposées à n'importe quoi. Pour assouplir encore davantage la production de programmes en vue de livraisons *just in time* et pour arracher les programmes des mains des disciplines et des professions trop lentes et trop bien établies, on a entrepris de réduire toutes les disciplines de base à des listes de compétences afin d'élever les possibilités de combinaisons programmatiques jusqu'au voisinage de l'infini, si l'on me passe l'expression.

Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines. L'index de la classification nationale des «professions» de Statistique Canada (CNP) s'étend sur plus de 400 pages et compte plus de 35 000 professions, obtenues par agrégation des observations empiriques. Il y a du pain sur la planche pour les départements du marketing des universités et des collèges qui pourront faire courir longtemps les clientèles désemparées

en agitant le miroir aux alouettes du «créneau d'emploi», de préférence associé à un «contingentement».

Avec à un bout des partenariats pour assujettir la recherche universitaire aux innovations organisationnelles et à l'autre bout un centre d'entraînement du cerveau d'œuvre où les professeurs n'auront forcément pas la connaissance des milieux de travail annoncée dans la publicité parce qu'ils n'y auront jamais mis les pieds, nos institutions d'enseignement supérieur donnent l'impression d'être tentés de laisser tomber les savoirs et, par la même occasion, ceux auxquels ils sont destinés. Le type «d'ouverture à la société» qu'il y a dans ces stratégies de mise en marché mène en fait à l'absorption, molécule par molécule, des écoles dans le *dominium* privé des organisations et à leur extraction hors de la sphère publique. Le processus aurait finalement pour effet de mettre l'éducation sous l'égide des puissances productives et compléterait l'élévation des organisations au statut de sociétés sans homme, au statut de purs systèmes dynamiques de places occupées par les produits de ce système même. A la limite, la chose pourrait ressembler au nom qu'elle a déjà : la fermeture opératoire.

Il ne serait pas nécessaire pour y arriver de déménager les écoles ni d'exiger immédiatement leur expulsion complète hors du «périmètre» des États, mais seulement de travailler à la transformation de la nature du savoir et à l'élimination progressive des justifications de sa protection par les institutions publiques. Dans ce sens, «l'intérêt» des innovations académiques actuelles pour les puissances de la technoscience n'est pas tant de réduire le prix des brevets et d'économiser sur les frais d'entraînement des exécutants mais bien d'abattre les conditions politiques de l'autonomie des travailleurs du savoir. Car tant que le développement et la reproduction des savoirs appartiennent encore à l'espace des normes partagées, des reconnaissances identitaires et des engagements à l'égard de la cité, la fermeture autoréférentielle des organisations est destinée à trouver sa limite dans l'autonomie des métiers, des professions, des arts et des sciences qui lui font face et dans l'autonomie politique des institutions qui les abritent. Là se trouve l'enjeu. Toute formation supérieure publique a vue, en dernière instance, la formation du jugement et la responsabilité à l'égard des autres et ce sont là des formes de l'engagement qui sont irréductibles au règne de l'opération : elles lui sont donc inutiles.

5. La nature des contradictions de la société du savoir

Cette contradiction entre l'élévation du niveau général de la connaissance dans les sociétés développées et l'abaissement de son statut dans le travailleur parcellaire de l'organisation technoscientifique est l'expression d'une contradiction beaucoup générale qui touche à la subordination tendancielle de toute activité sociale à la chrématistique. Il y a déjà belle lurette que l'absorption généralisée des «biens» de l'artisan par la marchandise, plus abstraite, a permis un accroissement extensif de la quantité de «biens» possibles en rabattant toutes les qualités constitutives des «commodités» sur la seule vertu des profits que l'on peut retirer de leur «mise en marché». On en est venu sur cette base à présumer que la vente d'une marchandise (qui reproduit à profit les capitaux que l'on engage à sa production) est la preuve du fait qu'elle est un bien, une inversion qui a

rendu possible l'extension infinie du domaine des biens, en commençant par les mines antipersonnel et les annonces de Coors Light. Le jugement d'utilité, qui est ainsi passé d'une forme de la vie collective vers le dispositif autonomisé qui la transforme, fut certes légitimé par l'invocation de la dimension «intensive» (la productivité) qui a caractérisé aussi cette inversion, mais cela veut simplement dire que d'autres forces sociales appuyées sur d'autres légitimations ont eu tôt fait de prolonger le même processus d'abstraction en inventant de nouvelles «raisons». On a dit par exemple que les profits dégagés par la production d'un bien sont eux-mêmes un «bien» dans la mesure où de tels surplus permettent, par le détour de la compétition, d'améliorer les moyens de production, d'élever à nouveau la productivité du travail humain et de faire reculer la rareté. Et c'est là une croyance que l'on tient encore aujourd'hui sans qu'il ne soit jamais nécessaire de réfléchir à l'utilité des biens qui sont à la base de ce profit. On a donc persisté à soutenir que les biens de production, qui sont au principe de la profusion des marchandises, doivent jouir du même droit de libre appropriation marchande que les biens de consommation afin que leur accumulation devienne elle-aussi la visée subjective, et «acquisitive», d'un maître. Et pourtant, comme le disaient les écossais : *not proved!* Et c'est avec la même impeccable logique que l'on ajoute aujourd'hui à la cascade des régulations passées sédimentées dans le capitalisme cette ultime visée synthétique que serait la «création» de valeur; on soutient en conséquence que seule l'activité qui accroît la valeur des parts selon lesquelles se distribuent les revenus du capital est en mesure d'assurer l'accumulation des moyens de production et, partant, la prolifération des commodités et le recul de la rareté. On arrive ainsi à cette croyance proprement fantaisiste selon laquelle la création de valeur, loin de reposer sur la reproduction extensive de la rareté, mène à son abolition.

A chacune des étapes historiques réelles de cette hiérarchisation interne des contrôles capitalistes, on a vu un type où l'autre du savoir «productif» s'élever temporairement en position de synthèse supérieure en s'appropriant la capacité d'articuler les savoirs antérieurs, quitte à ne les conserver qu'en procédant à leur réduction opératoire. La création de l'entreprise géante il y a près d'un siècle et demi a reposé sur la «créativité» juridique des juges et des chevaliers d'industrie qui ont rendu possible le dépassement de la propriété individuelle des biens de production et la «socialisation» des capitaux. Le fonctionnement des entreprises géantes issues de cette socialisation est ensuite tombé aux mains de la capacité technique d'organiser le flux des opérations productives sur une échelle inédite, et le droit, aussi bien que la réglementation d'État, sont devenus pour les ingénieurs un simple accessoire de leur fonction organisationnelle. Et c'est précisément la complexification des flux opératoires ainsi rendus possibles par l'intégration technique qui a rendu obligatoire au même moment l'élévation du niveau d'abstraction de la régulation d'ensemble et qui a entraîné (dans le domaine des motivations et de l'information) la formation d'un management de la communication et de la manipulation des personnes. Quant au «génie financier» qui a entrepris il y a une trentaine d'années de ressaisir l'ensemble de ces régulations organisationnelles au niveau «global», il a dû d'entrée de jeu se dessaisir de lui-même au profit d'un système financier, tendanciellement horizontal, dans lequel le lieu de la décision ultime se déplace constamment, et d'une manière réactive, d'un nœud à l'autre du processus d'ensemble

pour ne laisser subsister au niveau supérieur qu'une puissance sans réflexivité mais sans autre «finalité objective» qu'elle-même. Ce triomphe du «pluralisme» en forme de compétition des capacités de compétitionner peut être saisi dans sa genèse et sa nature (voir la thèse de F. L'Italien) mais son résultat ne peut nullement être anticipé.

Avec l'élévation au poste de commande de l'ensemble des techniques financières qui tournent autour de la création de valeur, en effet, non seulement les contrôles qui orientent toutes les autres capacités d'orientation reconduisent-ils les prétentions antérieures, pourtant falsifiées, concernant le règne des biens et le recul de la rareté mais encore les réunissent-ils au sein de l'aspiration la plus haute, celle de la «création». Pour que la transformation de la «science» en force productive immédiate, quasi divine, contribue à cet achèvement définitif de l'homme, il ne nous resterait plus qu'à accepter une transformation radicale de la science elle-même; et alors qu'elle est née de l'effort de nous donner une commune compréhension de notre monde, nous devrions plutôt lui demander maintenant de le créer, une entreprise dont nous devrions confier la direction aux techniques de la création financière. Qui osera s'opposer au mouvement perpétuel de la création?

Or, c'est pourtant ici que se trouve la forme la plus simple de notre aporie.

La valeur en effet, qui est (en principe dit Michel Freitag) le résultat de la projection de la structure d'un rapport sur l'objet de ce rapport, n'a de sens proprement économique que dans la mesure où le rapport productif projette sur le bien dont il accouche la «rareté» des ressources qu'il lui «consacre». La rose «économique» serait sans valeur si elle était tirée de l'air du temps par une puissance créatrice, elle-même infinie. Elle aurait exactement la même valeur que ce qui a été, jusqu'ici, celle de l'air. La «création de valeur», au sens économique encore, consiste donc essentiellement à retirer du monde les choses précieuses qui s'y offrent pour les mobiliser dans un procès productif dont les résultats n'ont de valeur que par le détour de la rareté que le processus engendre. Loin d'abolir la rareté, l'extension de l'économie capitaliste est l'extension de la rareté, qui est en retour la condition de la création indéfinie de valeur. Cette chrématistique transforme le monde en support d'un procès de valorisation qui le décompose au profit de la concentration, aux mains d'une humanité *offshore*, des droits de disposer de ce qu'il en reste.

Le règne de la rareté où nous nous sommes engagés se laisse déjà deviner à tous les détours de nos vies, aussi bien dans la «rareté du temps» des pays développées (où il y a pourtant plus de temps que jamais) que dans la «rareté de population» dans un monde où on laisse pourtant mourir les excédents. L'Association des Universités et Collèges du Canada amorce sa réflexion sur les «défis» de l'enseignement supérieur de la manière suivante : «Les projections démographiques laissent croire que le Canada ne pourra pas compter sur la croissance de sa population pour alimenter son économie au cours de la prochaine décennie». (*Tendances dans le milieu des universités*, volume 1, Les effectifs, AUCC, 2011, p. 5) Une population pour alimenter l'économie! Voilà d'où l'on part quand on veut que l'université alimente le système de la rareté : c'est la terreur que nous

inspire l'idée d'une économie qui sera bientôt à court d'êtres humains qui préside ici à l'invitation lancée aux universités à relever le défi de la création de valeur.

Je crois plutôt que les universités ne seront utiles que si elles persistent à entretenir et à développer des savoirs subjectivement appropriables et substantiels, à valeur identitaire et normative, fondés sur le libre examen de chacun et donc sur la critique; que si elles persistent, à tous les niveaux, à proposer des récapitulations de ces savoirs qui montrent le «sens» de leur évolution; et que si elles persistent à proposer aux nouveaux venus dans les domaines des arts, des sciences et des métiers des abrégés synthétiques susceptibles de les mettre à pieds d'œuvre, leur œuvre. Les compétences parcellaires et les innovations de détails sont des armes politiques qui font mine de s'intéresser aux institutions du savoir dans l'acte même où elles rendent ces institutions insignifiantes et inutiles. Au moment où les techniciens de la valeur veulent faire de la connaissance une arme dans la compétition globale, il est certes normal que les institutions «coopératives» qui ont fait des savoirs un bien commun soient invitées à passer aux armes.

Mais il n'est pas normal d'y consentir.

* * *

Tant que la rivalité impériale des blocs, a dit Todd, a opposé des puissances politiques qui devaient offrir chacune à leurs clientèles périphériques un modèle universalisable (l'égalité des chances ou l'égalité des résultats), elles se sont efforcées de montrer en leur sein les progrès sociaux qui pouvaient être attendus de ces modèles. L'affluence expansive des classes moyennes de la consommation aussi bien que le développement économique fulgurant des travailleurs fraternels des soviets étaient l'un et l'autre basés sur l'éducation pour tous et sur l'accroissement du «capital humain» par le partage des biens communs de la science. C'était là, disait la propagande des empires, des recettes généralisables à l'ensemble des sociétés, chacun se chargeant d'enseigner pour son compte comment la généralisation qu'il proposait allait déboucher sur le développement économique des sociétés du tiers monde et sur un ordre international plus juste.

Mais maintenant qu'a pris fin la rivalité des modèles universalisables, c'est l'idée même d'une universalité du genre humain qui recule, au profit d'un différencialisme tous azimuts. L'OCDE, l'office idéologique du syndicat des riches, sonne à temps plein la trompette de l'innovation (comprise comme seul moyen de rester au sommet du «bonheur humain») et dope les intellectuels organiques du sens de leur responsabilité dans la guerre de l'avantage technologique. Le grondement sourd des humanités de rattrapage qui suivent derrière alimente en retour la terreur que nos agences de «coopération» font régner sur nous et la peur d'être mis au chômage par les travailleurs Chinois nous dispense de réfléchir au sort des hordes de la queue de peloton qui se débattent avec les catastrophes écologiques. Absorbées de cette manière par le règne de la rareté, les

injustices inhumaines de la globalité deviennent des simples différences dans la lutte pour la survie et même ceux qui ont déjà tout s'en trouvent justifiés de n'avoir plus d'autres soucis que de consolider leurs acquis en les accroissant.

Ce différencialisme global constitue l'air du temps qui aggrave toutes les difficultés que nous avons soulignées jusqu'ici et qui dispose insidieusement les anciens bénéficiaires de l'éducation à des révisions désolantes. Il pousse chacun à demander pour ses enfants des écoles performantes, des programmes qualifiants, des institutions innovantes et des diplômes contingentés, accrédités par un palmarès et accompagnés par une garantie de rendement. La tentation universelle de partir à la recherche d'un avantage comparatif contribue à vider le territoire de l'éducation, là où il est simplement question d'entrer, avec les autres et non contre eux, en possession des accomplissements spirituels d'une humanité historique. De la même manière que la science est devenue une arme dont les lumières ne sont plus nécessairement calibrées sur les demandes de l'âme et de l'esprit, l'éducation tend à devenir un instrument des hiérarchisations sociales distribuées à la surface du globe, un instrument qui donne sa valeur à son admirable résultat : une place au-dessus des autres, hors du monde commun.